

# Le semi-confinement de Genève est largement soutenu

**Coronavirus** De gauche à droite, des élus jugent les mesures adéquates. D'aucuns auraient souhaité un tour de vis plus précoce.



17.03.2020. - La Tribune de Genève en ligne

[Marc Moulin](#)

Le Conseil d'État bénéficie d'un large soutien après les mesures exceptionnelles qu'il a annoncées lundi matin dans l'espoir d'enrayer la pandémie du nouveau coronavirus. Le gouvernement genevois a invoqué l'état de nécessité pour ordonner la fermeture de tous les commerces non-essentiels ou encore interdire les regroupements de plus de cinq personnes. Voici quelques réactions.

**Michel Matter**, conseiller national Vert'libéral, vice-président de la FMH:

«Ce sont les décisions qui s'imposaient dans une situation qui, comme l'a dit gouvernement, est grave mais non-alarmante. Il faut frapper fort car la courbe de l'épidémie est sévère et le message du Conseil d'État a été particulièrement clair. Ces mesures étaient attendues et sont proportionnées à l'épidémie. Il relève maintenant de la responsabilité individuelle qu'elles soient appliquées. Je suis encore passé dimanche par la plaine de Plainpalais où les gens étaient agglutinés sur les terrasses ou les terrains de sport: les gens doivent prendre conscience que tout cela doit cesser.»

**Vincent Subilia**, député PLR, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie:

«Les mesures annoncées sont responsables et raisonnables, même si le tribut économique qu'elles impliquent est très lourd. Il faut se donner les moyens de l'objectif afin de pouvoir au plus vite conjuguer l'épidémie au passé. Les 2500 entreprises membres de la Chambre expriment leur inquiétude mais disent toutes comprendre la nécessité de répondre à la situation sanitaire. L'aide annoncée par le Conseil d'État est indispensable. Mais Genève serait bien inspirée de réclamer d'autres mesures sur le plan fédéral en matière de réduction des horaires de travail (ndlr, les RHT, ou chômage partiel): les très petites entreprises, parfois en raison individuelle, doivent aussi pouvoir en bénéficier tout comme les dirigeants de petites sociétés, ce qui est aujourd'hui impossible. L'État doit accélérer ses paiements dus à des fournisseurs et reporter l'encaissement des impôts. Dans un second temps, un plan de relance sera incontournable.»

**Gérard Deshusses**, président du Parti socialiste genevois:

«On s'attendait à ces décisions et on les souhaitait. Les demi-mesures ne suffisent pas. Peut-être que si ces contraintes sont respectées durant deux semaines, cela permettra déjà de juguler le péril de cette épidémie et de préserver les capacités hospitalières. Sinon, on court à la catastrophe, comme en Italie. La liberté individuelle? Elle doit s'effacer dans ce cas face à la responsabilité collective et à la solidarité. Les gens doivent être disciplinés. Car si l'épidémie devait empirer, ces libertés seraient encore davantage restreintes et une mortalité massive aurait aussi un coût économique élevé. Le sacrifice est énorme mais la situation peut nous mener à reconsidérer les fondements de notre société et le rôle de l'État, seul à pouvoir et devoir prendre des dispositions en pareil cas. Enfin, on peut toujours sortir prendre l'air là où il n'y a personne, il reste possible de se balader.»

**Thomas Bläsi**, député UDC, pharmacien:

«Ces mesures de confinement sont nécessaires, mais je ne suis pas sûr qu'elles soient suffisantes et, si on n'avait pas eu des réticences d'ordre économique, ce sont des mesures plus dures qui auraient été prises plus tôt. Mais il faut sans doute arbitrer entre l'efficacité et la nécessité de ne pas affoler la population. Reste que si on veut éviter le débordement des installations sanitaires que subit l'Italie et ne pas devoir choisir les patients qu'on sauvera en fonction de leur âge, il faut désormais si possible rester chez soi le temps qu'il faut. Comme pharmacien, je remarque que notre profession n'est pas considérée ici comme à risque, alors qu'elle l'est ailleurs. Faute de pouvoir voir un médecin, tout le monde vient cracher chez nous et nous n'avons pas de masque. De tels équipements essentiels devraient être sortis de la logique du marché.»

**François Lefort**, député Vert, président de la Commission de l'économie:

«C'est une décision proportionnée et raisonnable. On entre dans un monde qu'on ne connaît pas et on peut se dire qu'on aurait mieux fait de regarder de plus près ce qui se passait en Italie et agir plus tôt plutôt que se moquer d'eux. Quant à l'impact économique, il sera énorme, mais restons calme: Berne a débloqué 10 milliards et le Conseil d'État a fait passer 50 millions, ce qui devrait permettre d'éviter des faillites, mais il faudra sans doute davantage d'argent et trouver des solutions pour les indépendants. On ne sera pas tiré d'affaire dans quinze jours. Il faut absolument se protéger et ce faisant on protège les autres.»